L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Cinquième année - N° 204 - Vendredi 15 octobre 1993 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F



Le réveil du social

© Fondation Jean-Jaurès

CETTE SEMAINE

POLITIQUE INTERIEURE

2 *Balladur à la baisse*

3 • *Communiqués du bureau exécutif*
• *Michel Rocard*

4 • *Rivesaltes et ses pots de vin*
• *Claude Estier*

5 *Pour une nouvelle donne européenne*

POLITIQUE ET SOCIETE

6 *Justice : l'indépendance en question*

7 *Maîtrise des dépenses de santé : les généralistes en colère*

POLITIQUE SOCIALE

8 *Journée d'action du 12 octobre : le désir d'être ensemble*

POLITIQUE INTERNATIONALE

9 • *Internationale socialiste : le balancier s'inverse*
• *Japon : le temps des réformes*

10 *Essais nucléaires : un choix de longue portée*

11 *Angola : le massacre au quotidien*

CULTURE

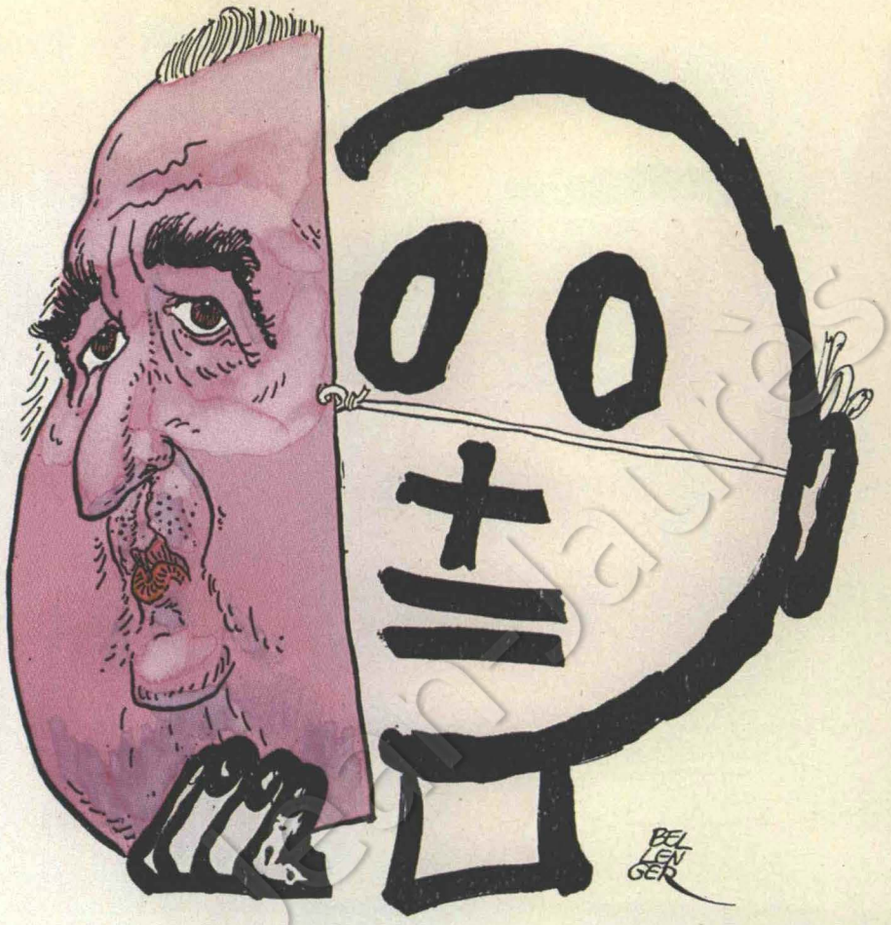
12 *L'identité européenne en danger*

13 *Woody Allen*

14 *Courrier*

INVITEE

15 *Elisabeth Roudinesco*



LES MOIS SE SUIVENT...

Balladur à la baisse

Pour la première fois, le mécontentement contre la politique d'Edouard Balladur commence à monter. Ce mouvement pourrait constituer les prémices du rassemblement de la gauche.

Bonne nouvelle : Edouard Balladur n'est pas inoxydable. Le premier ministre est en perte de vitesse : il a chuté de dix points dans le dernier sondage pour la présidentielle, publié par "Le Parisien". Certes, il bénéficie encore d'une cote de confiance très appréciable (54%) mais, en un mois, la baisse est spectaculaire. Est-ce le début de la fin d'un état de grâce qui n'en finissait pas ? Cette tendance mérite d'être confirmée. D'autant que cette évolution doit être tempérée par le fait que l'ensemble des responsables politiques enregistrent un recul dans l'opinion. Mais Edouard Balladur subit le revers le plus important, qui s'explique par la dégradation de la situation de l'emploi avec ses vagues de licenciements. Contrairement à ce qu'avait annoncé le premier ministre, l'arrivée de la droite au pouvoir ne s'est pas accompagnée d'un retour de la confiance. Et personne dans le pays ne croit à l'efficacité du plan Giraud. A commencer par les députés de la majorité qui n'ont pas ménagé leurs critiques à l'égard d'une loi qui ne créera pas un seul emploi...

La gauche ne doit pas se contenter de miser sur les déconvenues de la majorité. Elle doit rebâtir un projet et reconstruire une stratégie de rassemblement. C'est le double pari dans lequel s'est engagé le Parti socialiste depuis ses Etats généraux. Certes, la gauche est loin d'être reconstituée, mais on peut déceler quelques éléments encourageants. D'abord, le sondage du "Parisien" montre qu'Edouard Balladur est nettement moins populaire qu'auparavant chez les sympathisants de la gauche, et notamment chez les ouvriers. Ensuite, les résultats des quatre élections cantonales partielles du 10 octobre témoignent d'une progression significative de la gauche, en particulier à Bordeaux, à Valderiès (Tarn) et à Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne). Enfin, la journée d'action du secteur public, le 12 octobre, a constitué le premier mouvement social de grande ampleur depuis le retour de la droite au pouvoir. Autant

Collection Parlementaire

d'indices, encore disparates, mais qui posent les jalons d'un front antiBalladur. Ce mécontentement contre la politique gouvernementale devra trouver sa traduction politique. Au sein d'une gauche émiettée, c'est autour d'un Parti socialiste affaibli, mais qui demeure la force d'opposition principale, que doit s'opérer le rassemblement. Après le congrès du Bourget, le PS s'attelera à cet objectif en préparant les assises de la transformation sociale, qui devraient prendre la forme de rencontres thématiques. Déjà, Jean-Christophe Cambadélis, au nom de la direction du PS, sonde, depuis plusieurs mois, écologistes et communistes de tous courants ainsi que les autres nuances de la majorité présidentielle afin de faire le point sur les convergences et les divergences. Des évolutions sont perceptibles chez les Verts. Le discours "ni gauche ni droite" cède du terrain dans le parti de Waechter. Deux courants, celui de Dominique Voynet et celui d'Andrée Buchmann, se positionnent nettement contre Balladur. Au PC, le remplacement de Georges Marchais, lors du prochain congrès, au mois de janvier, fera peut-être sortir les communistes de leur isolement. Quant au PS, il devra adresser un message fort à l'opinion lors de son congrès du Bourget, s'affirmer clairement comme le fer de lance de l'opposition sans céder à des pratiques hégémoniques et sans se laisser égarer par les méandres de la cohabitation. La gauche n'est pas encore de retour, mais elle s'efforce de reprendre le chemin du rassemblement.

Jean-Pierre Bedeï

COMMUNIQUES DU BUREAU EXCECUTIF DU 13 OCTOBRE

NON A LA REVISION CONSTITUTIONNELLE

Le Parti socialiste avait dit, dès l'origine, que la révision constitutionnelle voulue par le gouvernement serait soit inutile, soit dangereuse.
L'intervention déterminée et efficace du président de la République a écarté le danger principal, en préservant la souveraineté de la France et la tradition historique de notre pays en matière d'asile politique.
La révision proposée à l'initiative du gouvernement n'en reste pas moins inutile.
Elle correspond à une pure et simple manœuvre de diversion du gouvernement, qui dure maintenant depuis deux mois, pour détourner l'attention des Français de sujets autrement plus importants pour eux.
Enfin, tout indique que la majorité parlementaire conservatrice a déjà la tentation d'une exploitation législative régressive de cette révision.
Dans ces conditions, le Parti socialiste demandera à ses groupes parlementaires de s'opposer à l'actuel projet.

GATT : une position incohérente et dangereuse

Du refus de voter la confiance à Pierre Bérégovoy
à l'Assemblée nationale en décembre 1992
en passant par la campagne démagogique des législatives
pour en arriver aujourd'hui
à la proposition d'un accord partiel,
le gouvernement Balladur et sa majorité font preuve
d'une incohérence politique et d'une versatilité préjudiciables
à notre pays et à la Communauté.
Ce retournement de position du gouvernement
est à la fois peu crédible et dangereux.
Peu crédible, car la France se retrouvera seule
à tenir cette position.
Dangereux, car il renforce les risques d'affrontements
sauvages avec nos concurrents les plus redoutables
sur les secteurs qui seraient exclus de l'accord partiel.
Alors qu'il a déjà capitulé sur le volet oléagineux
de Blair House et donné son aval
sur quelques autres secteurs,
le gouvernement se prive des moyens de pression
pour parvenir à un traitement équitable des dossiers lourds
tels l'agriculture, l'acier ou les télécoms
et obtenu que la culture reste à l'extérieur des négociations.
Ce revirement va mettre en cause la fragile solidarité
entre les Douze et produira inévitablement
l'effet inverse de celui qui doit être recherché.

L'audiovisuel sous influence

Après une période d'observation feutrée, le gouvernement Balladur affiche ses intentions dans l'audiovisuel.
Il reprend les traditions d'une droite qui n'a pas changé.
Comme en 1968, en 1974 et en 1986, il déclenche la chasse aux sorcières et tente d'asservir l'information à ses intérêts politiques. Le limogeage du PDG de la Société française de production, comme les manœuvres déjà engagées pour les nominations des présidents des autres sociétés publiques, illustre sa volonté de contrôle partisan dans ce secteur d'activité.
Dans le même temps, un projet de loi en cours d'élaboration fait la part belle aux chaînes privées -sans renforcer parallèlement le service public- qui se verraient accorder de plus grands avantages financiers sans aucune contrepartie sur le plan des programmes offerts aux télespectateurs alors que rien n'est, en outre, prévu pour renforcer le service public.
Le gouvernement et sa majorité n'ont de cesse d'occuper les écrans dans toutes les émissions d'information.
Le déséquilibre est flagrant par rapport aux temps de parole accordés aux formations de l'opposition.
La règle des trois tiers (gouvernement, majorité, opposition) est bafouée en permanence. Le Parti socialiste dénonce cette infraction grave au principe du pluralisme.
Il saisit le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour lui demander de prendre les mesures qui s'imposent afin de faire respecter une règle, protectrice des droits démocratiques.

Le pouvoir d'atermoyer

On croit rêver. "Le Figaro" titre ce matin sur le "plaidoyer pour le changement" présenté par le maire de Paris. Le voilà donc, se dit-on, qui va proposer les réformes auxquelles il songe et que le premier ministre et lui, dans la chaleur et l'amitié qui marquent leurs relations, vont aussitôt mettre en chantier. Pas du tout. Il parle de réformes urgentes, mais il les renvoie au lendemain de l'élection présidentielle.
Qu'est-ce donc qu'il leur manque pour agir tout de suite, comme il prétendent le vouloir ? A l'Assemblée nationale, une majorité sans précédent. Au Sénat, une majorité confortable. Au gouvernement, une domination absolue. Certes, et heureusement, ils n'occupent pas l'Elysée. Certes, et heureusement, le président de la République veille, dans la mesure des attributions qui sont les siennes, au respect des principes de la République et des valeurs que celle-ci incarne, comme on vient encore de le voir sur la révision constitutionnelle. Mais si efficacement qu'il accomplisse ce rôle, dans l'intérêt des Français, il est également respectueux de leur choix de mars, et la majorité actuelle a donc déjà la possibilité de faire à peu près ce qu'elle veut.
Alors, de deux choses l'une. Soit ils ont véritablement des idées et, vu l'urgence de la situation, ils ont le pouvoir, donc le devoir de les mettre en œuvre. Soit ils renvoient cette prétendue volonté réformiste à plus tard, et cela suffit à prouver en réalité l'absence totale d'idées.
En clair, ils ont commencé par excuser l'absence de tout résultat de leur politique par leur arrivée récente. Maintenant que ce prétexte commence à faire long feu, ils passent déjà au suivant : c'est seulement après l'élection présidentielle qu'ils s'attaqueront vraiment aux difficultés des Français et, d'ici là, il ne faut rien leur demander. Au moment où l'action est plus que jamais nécessaire, ce sont donc deux ans que les Français vont perdre, parce qu'ils n'ont pour les diriger qu'un gouvernement de campagne électorale.

M. Rocard

Rivesaltes et ses pots de vin

Curieux agissements du maire RPR de Rivesaltes qui relance une plainte en diffamation contre X. Il accuse "Vendredi" qui, du coup, s'est un peu intéressé à ses affaires. Pas si claires...

Jeudi 30 septembre, appel téléphonique, à "Vendredi", d'un inspecteur de la police judiciaire de Perpignan. Le journal ferait l'objet d'une plainte en diffamation déposée par M. André Bascou, maire de Rivesaltes, aujourd'hui député RPR, à l'occasion de la diffusion de tracts signés "supplément à "Vendredi".

"Vendredi" n'est évidemment pour rien dans cette affaire, puisqu'il ne diffuse aucun supplément local et ne connaissait pas jusqu'alors les agissements du sieur Bascou, pas plus que les tracts diffusés lors de la campagne des dernières législatives.

A la lecture du dossier transmis par le secrétaire fédéral des Pyrénées-Orientales, les accusations portées par nos camarades de Rivesaltes contre le candidat RPR paraissent précises et sérieuses.

Hélas, nous informe l'inspecteur, lors de l'audition qu'il est venu effectuer dans les locaux de "Vendredi", lundi dernier, quel que soit le fondement des accusations des militants de Rivesaltes, ils s'y prenaient trop tardivement.

En effet, la loi réprouve qu'un maire fasse vendre par sa commune, à des intermédiaires, des terrains qui se trouveront ensuite utilisés, notamment par une société pour y construire un hôtel, lorsque, parmi les associés de cette société, se trouvent pour une part non négligeable des membres de sa famille. Mais il s'agit d'un délit et non d'un



crime. Les délits sont prescrits au bout de trois ans et les faits, remontant à 1989 (au lendemain des municipales), il est diffamatoire d'en accuser leurs auteurs. Dont acte.

Reste que ce maire fait l'objet d'autres accusations, non prescrites, elles.

Les échanges entre son entreprise et le promoteur du centre commercial "Art de vivre", jamais ouvert et situé sur le même terrain du "Mas de la Garrigue", intéressent la justice.

Plus précis encore, les conseillers municipaux socialistes de Rivesaltes ont découvert une délibération du conseil municipal datée du 9 juillet 1993, régularisant de fausses délibérations antérieures, portant entre autres sur la vente de terrains en 1989. Les ventes mentionnées n'ont jamais été portées à la connaissance des conseillers municipaux. Ils ont déposé plainte contre le maire pour abus de pouvoir auprès du tribunal administratif. Et là, les règles de prescription pourraient bien être moins protectrices. La qualification du faux en écriture publique est criminelle, et sa prescription est de dix ans.

Ajoutons que c'est dans ce département qu'un autre candidat RPR, Jean-Claude Madrenas, avait été victime d'un attentat à l'explosif dans sa voiture et y avait perdu une jambe. Or, Bascou et Madrenas siégeaient au même conseil d'administration de l'association Roussillon Solidarité qui, après avoir laissé un déficit impressionnant de 80 MF, avait revendu la résidence pour personnes âgées qu'elle gérait à une société domiciliée dans le paradis fiscal de l'île de Man.

Souhaitons que la justice soit aussi pugnace dans cette affaire que dans d'autres. Nous vous en tiendrons informés. Rappelons que personne n'est autorisé à utiliser le titre de "Vendredi" sans l'accord exprès de sa direction.

Jacques Goubin

Claude Estier

7 oct. Je reçois le président du Sénat roumain, Olivier Gherman, qui séjourne à Paris pour tenter d'intéresser les hommes politiques français à la situation difficile de son pays. Ce professeur de physique, qui ne fut guère en cour sous le régime de Ceaucescu, est aussi président du parti du chef de l'Etat, Ion Illiescu, qui se veut aujourd'hui à vocation sociale-démocrate. Mon hôte me décrit une vie politique roumaine qui demeure complexe et une situation économique sur laquelle pèse lourdement le blocus contre la Serbie. De nombreuses usines qui exportaient vers Belgrade sont contraintes à l'arrêt. L'industrie lourde, développée par l'ancien dictateur, est désormais totalement inadaptée. Elle nécessite une reconversion qui suppose elle-même l'apport de capitaux étrangers. Et c'est là que le bât blesse, car les investisseurs éventuels, très actifs, par exemple, dans la Hongrie voisine, ne se précipitent pas à Bucarest. Olivier Gherman plaide avec chaleur pour que la France n'oublie pas la Roumanie, pays francophone par excellence.

8 oct. Devant la commission des affaires étrangères du Sénat, Alain Juppé a laissé entendre pour la première fois que, s'il n'y avait pas de possibilité d'un accord global sur le GATT, au 15 décembre, la France pourrait accepter une première étape, c'est-à-dire un accord partiel qui laisserait notamment de côté l'agriculture, l'audiovisuel et l'aéronautique. La plupart des observateurs voient là un infléchissement de la position du gouvernement français en rappelant que celui-ci affirme depuis des mois qu'il n'y aurait d'accord sur rien tant qu'il n'y aurait pas d'accord sur tout. Mais Edouard Balladur et Alain Juppé sont maintenant convaincus qu'ils n'obtiendront aucune concession des Etats-Unis, ni sur le fond ni sur le 15 décembre, qui constitue la date limite accordée par le Congrès américain au président Clinton pour négocier. Le tout est donc de savoir comment sortir de cette impasse.

10 oct. La très nette victoire d'Andreas Papandreou aux élections grecques démontre, une fois de plus, qu'en politique on n'est jamais mort tant qu'on n'est pas mort physiquement. Il y a seulement deux ou trois ans, personne n'aurait parié sur le vieux dirigeant du Pasok, affaibli par des ennuis cardiaques et atteint par une série de scandales politico-financiers. Mais l'austérité imposée depuis 1989 par le gouvernement de droite, l'aggravation des conditions de vie d'une grande partie de la population, ont ramené des millions d'électeurs vers la gauche. Voilà donc, avec l'Espagne, un deuxième pays de la CE où les socialistes sont majoritaires. Mais entre eux, la différence est grande, les dirigeants du Pasok ayant toujours été davantage portés sur un nationalisme, parfois même virulent, que sur la construction communautaire dont la Grèce est, certes, le parent pauvre, mais dont elle tire un bénéfice non négligeable. On peut cependant espérer que le retour de Papandreou s'accompagne de l'arrivée aux affaires d'une nouvelle génération plus ouverte au monde extérieur. On saura vite à quoi s'en tenir puisque la Grèce doit présider la CE pour six mois, à partir du 1er janvier prochain, dans une période où le ciel européen s'annonce lourd de nuages.

11 oct. Est-ce le début de la fin de l'état de grâce dont Edouard Balladur jouit depuis son arrivée à Matignon ? Certes, le dernier baromètre mensuel CSA-"Le Parisien" lui accorde encore 54% de cote de confiance, mais celle-ci est en chute de dix points par rapport au mois précédent. Avec les syndicats qui s'agitent, l'opposition qui se réveille et une partie de sa majorité qui s'énerve, sans oublier le cauchemar du GATT, le premier ministre entre en tout cas dans l'ère des turbulences. C'est maintenant que l'on va pouvoir mesurer sa réelle capacité à tenir les rênes.

PREPARATION DU CONGRES...

pour une nouvelle donne européenne

L'Europe sera au cœur du débat du congrès du Bourget. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen, donne son sentiment.



▲ Jean-Pierre Cot.

Quelle conception de l'Europe défendez-vous aujourd'hui ?
Jean-Pierre Cot. Je me félicite de l'option offerte aux militants sur l'Europe. Elle attire fort justement l'attention de notre Parti sur la question de la démocratie dans la construction européenne.
Après avoir longtemps hésité sur le sujet, je suis aujourd'hui persuadé qu'il faut aller vite et loin. La méthode mise en œuvre par Jean Monnet, fondée sur la construction économique de l'Europe à partir d'un accord entre décideurs nationaux, a fait son temps. La clandestinité de la décision, sans doute nécessaire au départ pour lancer la construction européenne, se retourne aujourd'hui contre l'idée d'Europe. Les difficultés de ratification du traité de Maastricht ont révélé les limites de la méthode actuelle. On ne peut pas transférer au plan européen des matières touchant la souveraineté nationale, telle la monnaie, la justice, la diplomatie ou la défense, sans une démocratisation du système politique européen.
A cet égard, je regrette la timidité du traité de Maastricht, qui n'a pas été assez loin dans le domaine de la transparence et de la démocratie. L'incroyable réticence des gouvernements à mettre en œuvre aujourd'hui les quelques dispositions prévues par le traité en matière de citoyenneté européenne (médiateur européen, commissions d'enquête) montre qu'il fallait aller plus loin et bousculer une technostructure qui domine par l'opacité et la complexité des circuits de décision.
Aussi j'opte pour la version 3, plus complète et plus audacieuse. Il faut poser la question de la citoyenneté européenne si l'on veut donner une légitimité démocratique aux institutions européennes. Ce n'est pas chose facile, car notre Europe est riche de sa diversité linguistique et culturelle, de son histoire qu'il faut respecter pour obtenir l'adhésion de nos peuples. Mais le fédéralisme a été inventé pour réconcilier ces exigences contradictoires. Sachons en faire une nouvelle lecture pour les temps présents.



La CE est confrontée à une grave crise économique et sociale. Approuvez-vous la proposition de Michel Rocard d'une "nouvelle donne européenne" ?
Il est clair qu'aucun de nos pays ne surmontera, seul, la crise économique. Même la puissante Allemagne se débat aujourd'hui dans des difficultés inextricables. La proposition de "nouvelle donne européenne" vient à son heure apporter une perspective plus large, nécessaire à la relance économique créatrice d'emplois. Il faut aujourd'hui convaincre l'ensemble des responsables européens de l'urgence de cette nouvelle donne. La relance prévue à Edimbourg, pourtant très insuffisante, se heurte déjà à des objections. L'aggravation de la situation dans tous les pays européens peut conduire au sursaut nécessaire. Il appartient aux socialistes européens de contribuer à cette prise de conscience.
Le Parti des socialistes européens aura l'occasion, lors du congrès de Bruxelles, le 5 novembre, puis de la réunion des dirigeants à la veille du sommet européen de décembre, de soumettre des propositions concrètes pour mettre en œuvre la "nouvelle donne européenne".

Face à cette crise, certains préconisent un retour au protectionnisme. Qu'en pensez-vous ?
Il ne faut pas confondre volontarisme et protectionnisme. Nous avons besoin d'une politique commerciale extérieure plus volontaire, plus affirmée, plus claire dans ses objectifs et plus vigoureuse dans les moyens mis en œuvre. Mais le protectionnisme serait un désastre pour l'Europe et singulièrement pour la France, puissance exportatrice, notamment dans le domaine agroalimentaire. Je ne comprends pas que certains envisagent d'un cœur léger l'échec du GATT, comme si les conséquences de cette situation ne devaient pas pénaliser d'abord les travailleurs de notre pays !
Ajoutons notre devoir de solidarité à l'égard du tiers monde. On n'en parle guère dans cette affaire.

Alors que l'idée européenne ne chemine que lentement (voire régresse), comment et avec qui proposer un projet européen mobilisateur ?
Nous ne mobiliserons l'opinion que sur un projet politique de gauche pour l'Europe, un projet axé sur l'Europe sociale, l'Europe de l'environnement, la relance économique créatrice d'emplois à l'échelle européenne. Notre Europe n'est pas l'Europe libérale de la droite. Elle est plus ambitieuse, justement parce que les temps sont durs.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

JUSTICE

l'indépendance en question

"Le judiciaire ne peut s'attaquer au politique que si le politique est affaibli." L'opinion d'Alain Vogelweith, secrétaire général du Syndicat de la magistrature, sur l'indépendance de la justice.

Où en sont les relations entre le judiciaire et la police ?
Alain Vogelweith. Elles ne sont pas près d'être réglées. Des moyens considérables sont mis à la disposition du juge d'instruction, comme dans l'affaire OM-VA, parce que le politique le veut bien. Mais, dans d'autres affaires, les juges sont dépourvus de moyens parce que cela dérange : ils sont mis dans une situation de dépendance par rapport au ministère de l'intérieur. Nous sommes aussi inquiets au sujet des polices municipales. L'Etat doit assurer le monopole de la violence légitime. On transfère ce pouvoir aux maires qui vont avoir leur garde prétorienne. Ils sont sous pression d'une opinion très sensible aux questions de sécurité. Nous connaitrons sans doute les dérives de certaines villes du sud-est de la France où les policiers armés de 357 Magnum, font des interpellations de cow-boys et commettent des bavures.

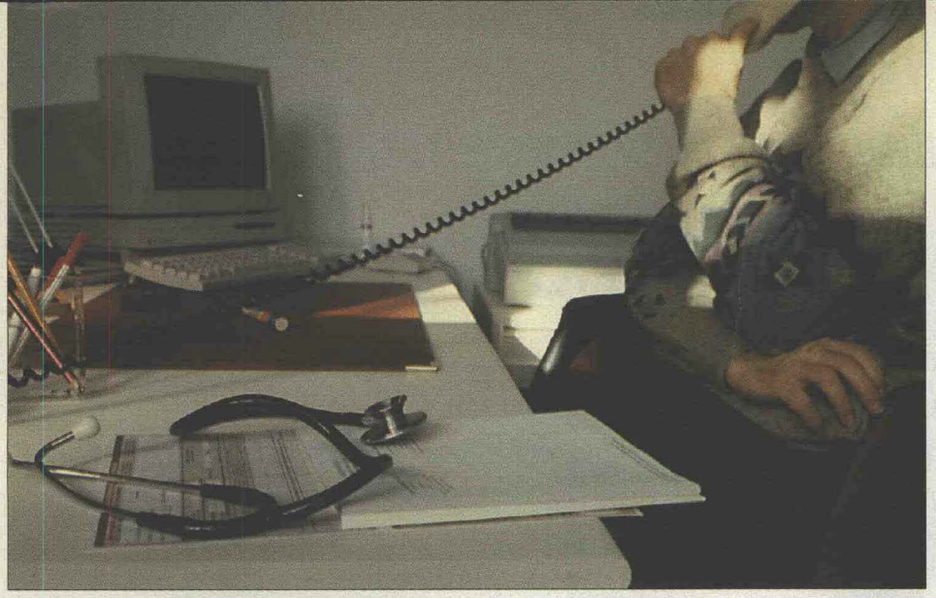
Et l'indépendance de la justice ? Dans l'affaire Gaudin, un juge a été dessaisi...
C'est la chambre d'accusation d'Aix qui a procédé au dessaisissement, elle en avait le droit. Cela dit, ce n'est pas la première fois qu'elle a des comportements surprenants dans des affaires sensibles. Tous les jours, des chambres d'accusation annulent des pièces dans les dossiers, pour autant elles ne dessaisissent pas le juge d'instruction. Manifestement, dans l'affaire Gaudin, les pressions ont été assez fortes localement. On n'entend plus, non plus, parler de l'affaire Léotard alors qu'on sait qu'il y a des faits délictueux. Le judiciaire ne peut s'attaquer au politique que quand le politique est affaibli. Si l'affaire Tapie s'était passée avant le changement électoral, on aurait tapé sur les doigts des juges de Valenciennes et on se serait arrangé pour qu'ils ne regardent plus ce dossier. Le juge Courroye dispose de moyens à Lyon parce que Michel Noir n'est pas en odeur de sainteté dans sa propre majorité. Le judiciaire n'a les moyens de traiter une affaire mettant en cause des personnes haut placées que si cela intéresse le pouvoir en place.



La gauche a commis des maladresses sur le financement des partis notamment, mais on sait que cela concerne d'autres partis. C'est parce que le pouvoir socialiste était affaibli qu'on a trouvé des juges pour occuper un espace autrefois dévolu au politique. La droite, qui a un soutien populaire important, est pour l'heure moins vulnérable que la gauche. Les juges italiens mènent des investigations mettant en cause les politiques parce qu'ils bénéficient de la volonté populaire d'éradiquer les logiques mafieuses. En France, la réalité mafieuse n'a pas envahi la société, même si, dans des affaires comme celle de la Cogedim, la logique des pouvoirs, économique, politique et judiciaire, qui ont fonctionné ensemble pour torpiller le dossier mettant en cause des intérêts économiques, était de type mafieux. Manifestement, les liens entre le politique et un pouvoir judiciaire de droite, voire de droite musclée, des gens liés à Alain Marsaud, encartés au PR ou au RPR, beaucoup d'anciens d'Occident, ont parfaitement fonctionné. Jean-Pierre Marquis, mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux à Lille, est toujours en place, substitut général au parquet général de Paris.

Votre opinion sur ces deux plaies du système judiciaire français : la détention provisoire et la garde à vue ?
La loi du 4 janvier 1993 sur la garde à vue n'était pas facile à appliquer, mais constituait une avancée. On aurait souhaité que l'avocat puisse intervenir dès le début de la garde à vue, que les magistrats ne puissent faire placer en garde à vue des témoins. On nous a dit qu'il fallait garder des moyens pour lutter contre la grande délinquance. La privation de liberté de gens auxquels on n'a rien à reprocher, les témoins, est choquante.
En matière de détention provisoire, aux déclarations d'Eric de Montgolfier, "après tout, rien, dans le Code de procédure pénale, n'interdisait d'utiliser la détention provisoire pour obtenir des aveux", la seule réponse est que rien n'y interdit non plus d'employer la torture. C'est révélateur d'une démarche dans laquelle se reconnaissent des magistrats. A partir des discours de cette nature, supportés par "Le Monde", on légitime des pratiques quotidiennes. La responsabilité incombe au politique qui n'a pas voulu mettre des garde-fous à l'action des magistrats. Mais ce n'est pas parce que la loi autorise des pratiques que les juges peuvent légitimement les utiliser dans n'importe quelle circonstance, y compris en portant atteinte aux principes définis par la Cour européenne des droits de l'homme.

Propos recueillis par Bernard Chaouat



MAITRISE DES DEPENSES DE SANTE

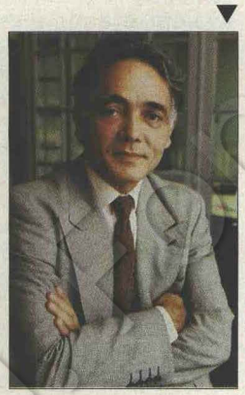
les généralistes en colère

Pour MG France, premier syndicat de médecins généralistes, la nouvelle convention médicale ne résoud pas les difficultés de fond de notre système de santé.

Vous avez refusé de signer le protocole d'accord sur la maîtrise médicalisée des dépenses de santé. Pourquoi ?

Richard Bouton, président de MG France. Première raison : la conception du dossier médical. Certes, on reconnaît enfin en France une fonction au médecin généraliste : assurer la synthèse et la continuité des soins des patients. Mais la mise en place prévue dans la nouvelle convention est mauvaise. Le dossier est obligatoire pour tout patient qui présente deux affections nécessitant un suivi d'au moins six mois. Le voilà donc affublé d'un dossier, où il doit coller ses vignettes et qu'il présente chaque fois qu'il consulte un médecin. Un système administratif, répulsif, et qui ne lui procure aucun avantage. Plus grave, dans ce système, le secret médical est violé trois fois. D'abord pour les références médicales : ainsi, sur la feuille du malade atteint d'un cancer figurera le chiffre 22, qui signifie marqueurs tumoraux ! Quelqu'un atteint d'une maladie longue peut l'ignorer alors que le médecin l'a déclaré au centre de Sécurité sociale. Ensuite, un rapport nominatif, envoyé en fin d'année par le médecin à la Sécurité sociale, stipulera de quelle maladie souffre le patient, quels examens, quels traitements ont été prescrits. Enfin, qui garantit que le médecin du travail, la compagnie d'assurances, ne consultera pas le dossier ? Regardez le carnet de santé des enfants. Pas obligatoire, il est pourtant souvent demandé. Autre raison de notre refus : sur les vingt-quatre pathologies où des références de maîtrise des dépenses sont établies, vingt-trois concernent essentiellement les généralistes, quinze exclusivement ! Alors qu'on assiste à une explosion des actes des spécialistes depuis dix ans, toutes les études le prouvent, on fait porter l'essentiel de la maîtrise des dépenses sur l'activité des généralistes !

Richard Bouton.



Pour vous, la solution passe par une transformation du rôle du généraliste. Que proposez-vous ?

Seul un accès facile à la médecine générale permet de préserver la qualité des soins, la protection sociale et la maîtrise des coûts. Regardez ce qui se passe en Europe et dans la plupart des pays de l'OCDE d'une part, aux Etats-Unis d'autre part. Dans le premier cas, les systèmes de santé allient haut niveau de protection sociale et coordination des soins. La médecine générale y a un rôle de premier plan. A l'inverse, les Etats-Unis ont une mauvaise couverture sociale, pas de système de santé organisé et enregistrent une explosion des coûts. La médecine générale y est marginalisée (1). Dans le premier groupe de pays, les résultats sanitaires sont parmi les meilleurs du monde. Aux Etats-Unis, les indicateurs sont très médiocres. Entre ces deux voies notre choix est évident. Nous proposons que l'assuré social choisisse son généraliste, le consulte chaque fois qu'il a besoin de voir un médecin. En contrepartie, il n'aurait pas de feuille de maladie à remplir et serait dispensé d'avance de frais. Ceux qui ne souhaiteraient pas faire ce choix resteraient dans le système actuel : feuille de maladie, puis remboursement.

Au fond, derrière les difficultés des dernières années, n'y a-t-il pas un conflit croissant de pratique et d'intérêt entre généralistes et spécialistes ?

Tout à fait. L'éclatement de la profession (2) est extrêmement profond parce qu'il se fait sur des concepts. Pour nous l'exemple américain est un repoussoir. Pour les spécialistes, c'est un exemple. Là est la divergence majeure. Il n'y a pas de dialogue possible. Leur intérêt objectif est la destruction du système de protection sociale au profit d'assurances privées. Celui des généralistes, l'inverse. 45% des spécialistes pratiquent des dépassements d'honoraire contre 15% des généralistes. Ecoutez le discours des spécialistes libéraux : "Les Français dépensent pour leur voiture, leurs loisirs, pourquoi ne dépenseraient-ils pas pour leur santé ?" Nous voyons là une menace grave contre l'égalité d'accès aux soins.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) Les généralistes ne représentent plus que 12% des médecins américains (55% en France).

(2) Il y a, en France, 60.000 généralistes et 48.000 spécialistes.

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ Yvonne Théobald-Paoli nous a brutalement quittés la semaine dernière. Cette femme élégante au sourire affectueux et à l'activité inlassable était membre du comité directeur du Parti depuis 1975. Elle fut, de 1973 à 1981, la responsable du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, battante et énergique, participant à l'aventure de la conquête du pouvoir. Membre du Conseil d'Etat de 1984 à 1989, elle militait à la section du Lavandou, ville dont elle était conseillère municipale.

■ **Droit à la scolarisation à deux ans, attachement au collège pour tous, valorisation de l'enseignement professionnel sous statut scolaire, respect de la gratuité de l'enseignement : la FCPE affirme ses priorités pour 1992-1993.**

■ Homosexuels : reconnaissance de la déportation nazie, adoption du contrat d'union civile, droit d'asile pour les étrangers persécutés : trois propositions de la contribution de "Homosexualités et socialisme"

JOURNEE D'ACTION DU 12 OCTOBRE

le désir de manifester ensemble

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, mardi, contre la politique du gouvernement. Ont-elles vraiment défilé ensemble ?
Pas encore, même si le désir en est tellement fort que les syndicats vont devoir en tenir compte. Mais le chemin vers l'unité d'action sera long, et semé d'embûches.

En tête, sur une immense banderole blanche, un très long slogan bleu : "Ensemble, pour défendre l'emploi, le pouvoir d'achat, les droits sociaux et les services publics." Tout y est, toutes les revendications sont là, en vrac, avec leurs contradictions. Comme si le désir d'être ensemble, ce 12 octobre, à Paris et en province, était si fort que chacun avait apporté sa touche à la banderole commune, en laissant soigneusement de côté toute tentative pour trier ces revendications, les hiérarchiser. Parce que, parfois, il faut poser des actes et prendre garde de ne pas aller trop vite.
Oui, tout y est. Tout, sauf la signature des syndicats qui appelaient les salariés, les chômeurs et les exclus à la journée d'action de ce mardi. Pour une fois, CGT et FO ont joué la carte de la modestie, et laissé leurs sigles au vestiaire pour permettre à la banderole commune de mener, symboliquement, la manifestation.



L'UNITE, C'EST VITAL

Des pierres mises côte à côte peuvent former un tas de cailloux disparates qui, jamais, ne tiendront ensemble. La journée d'action aurait pu n'être que cela, si n'avaient défilé que les gros bataillons de la SNCF, de l'EDF, des PTT, des Télécom, etc. Ils étaient les plus nombreux, mais ils n'étaient pas les seuls.
Que les Renault soient là, passe encore. Ils renouent avec la tradition. Que les salariés d'Air France soient là peut se comprendre : ils affrontent un dur plan social. Mais étaient aussi présents, derrière les calicots de Peugeot, de la SNECMA, de l'Imprimerie nationale, d'Eurodisney, de l'Opéra de Paris, d'ELM Leblanc, de Kodak, de Chausson... des salariés d'entreprises privées ou à la lisière du privé et du public, sans statut et sans protection particulière. Quelques voitures avaient peut-être suffi à les amener. Mais elles étaient bourrées de militants syndicaux, toutes organisations confondues, qui étaient venus dans l'intention précise d'être avec les autres. Et de dépasser, enfin, la barrière entre les privilégiés de l'emploi, ceux qui peuvent manifester pour tenter de protéger quelque chose, et tous ceux qui se terrent, traumatisés par la crainte du chômage. C'est leur présence, et celle de longues cohortes de chômeurs, qui a changé la nature des manifestations, plus que le nombre, très important, des participants.
Tous criaient ensemble : "Pour liquider le plan quinquennal, l'unité, c'est vital", quand, un temps, ils délaissaient leurs propres mots d'ordre. Et ils s'arrêtaient vite pour se réfugier derrière leurs slogans habituels, comme effarés par l'énormité de ce qu'ils disaient. Ils disaient deux choses. D'abord, leur volonté de stopper la politique du gouvernement Balladur : à cet égard, en effet, mieux valait, pour être nombreux, rester dans le flou sur la manière de retrouver le chemin de l'emploi, car chacun a des solutions différentes à proposer. Leur désir de l'unité d'action, ensuite, parce que chacun sent que, seul, il ne pourra rien faire.
Certes, petites pensées et grandes magouilles n'ont pas manqué pour en arriver là. Les syndicats tentaient depuis longtemps, et vainement, de mobiliser les salariés. La CFDT avait programmé de longue date, et seule, une semaine d'action pour l'emploi, cette même semaine. L'appel tous azimuts de FO, s'appuyant sur des journées d'action déjà programmées, l'a prise à contrepied. La CGT a saisi la balle au bond, tout comme la CFDT de plusieurs départements, là ou des actions communes avaient été menées depuis plusieurs mois. La confédération, elle, a persisté dans son splendide isolement, avec la certitude intellectuelle d'avoir raison de snober une manifestation "fourre-tout". Elle s'en autofélicitera sûrement, ce vendredi, lors du meeting qu'elle tient à Paris. Au risque d'apparaître comme le syndicat de Balladur, malgré la présence de nombre de ses militants aux manifestations communes. Mais il est des rendez-vous qu'il ne faut pas manquer, surtout quand ce sont les militants qui les donnent. La CGC l'a senti qui, dès la fin des manifestations, a soutenu publiquement ses sections qui avaient défilé.
L'avenir dira si, avec toutes ses ambiguïtés, le 12 octobre est porteur d'un réveil. Maintenant, les vraies difficultés vont commencer. Peut-on, à la fois, défendre l'emploi, le pouvoir d'achat, les droits sociaux et les services publics ? Le désir d'être ensemble, même s'il est fort, n'est pas encore l'unité d'action. On n'est uni que lorsqu'on a quelque chose à faire ensemble. Quoi, c'est toute la question. Elle est redoutable. Pour tout le monde.

Monique Grima

Coordination Nationale

INTERNATIONALE SOCIALISTE

le balancier s'inverse

Les derniers succès des socialistes dans le monde et la présence d'hommes d'Etat hors du commun expliquent la qualité du conseil de l'Internationale Socialiste à Lisbonne.

"Le balancier est en train de s'inverser en Europe", c'est Gérard Fuchs qui le soulignait, lundi. En effet, après les Danois et les Norvégiens, à la suite des Espagnols et, sans doute avant les municipales du Portugal, les électeurs grecs ont donné une majorité confortable aux sociaux-démocrates du Pasok. Andreas Papandreou, fondateur du parti, a assuré qu'il s'agissait "d'un oui pour une politique de stabilisation économique et de protection sociale".

Les succès des sociaux-démocrates ne concernent pas seulement l'Europe. Le Parti du peuple pakistanais, dirigé par Benazir Bhuttho et membre de l'I.S., a remporté d'une courte tête les élections législatives et le gouvernement dans deux des quatre provinces. Fondamental pour l'avancée des idées sociales-démocrates dans ce continent après le Japon (lire plus loin), ce succès est aussi celui d'une personnalité remarquable, d'un parti structuré et d'objectifs politiques clairs, laïcisation, émancipation de la femme et solidarité aux plus pauvres.

C'est sur l'annonce de cette bonne nouvelle, que le président de l'Internationale socialiste, Pierre Mauroy a conclu les deux jours du Conseil de Lisbonne.

Ouverte par un évènement historique, la présence de Shimon Peres et de Nelson Mandela qui ont expliqué le succès de leur combat, la paix au Proche-Orient et la fin de l'apartheid, cette session a dès lors eu un caractère peu commun. Ces deux objectifs, qui restaient si lointains, semblent à portée de main, d'où la fierté et l'émotion ressenties lors de leur embrassade à la tribune. La prochaine réunion du Comité Afrique aura lieu au Cap et une délégation conduite par Pierre Mauroy se rendra en Afrique du Sud dès novembre.

Au programme de Lisbonne, les suites de l'accord de paix au Proche-Orient et les problèmes économiques mondiaux. Le Conseil a écouté l'envoyé de Yasser Arafat et le Premier ministre norvégien expliquer la procédure de l'accord et les perpectives. L'IS a été si longtemps le seul lieu où Israéliens et Palestiniens se rencontraient qu'elle ne saurait aujourd'hui se désintéresser de la construction de la paix et de la démocratie dans la région. D'où le texte adopté en fin de réunion qui exige la fin des camps de réfugiés, un effort d'éducation, des aides financières pour le développement économique et des élections démocratiques.

A la suite de John Smith, responsable des travaillistes anglais, c'est sur la reprise du libre-échange que les socio-démocrates d'Europe et d'ailleurs comptent pour lutter contre la récession. Il fut peu question du partage du travail pour faire repartir l'emploi mais davantage d'une coopération économique, d'un immense effort de formation et de recherche, comme d'une intense politique d'investissements publics. Un rapport est attendu en 1995, 45 ans après les accords de Bretton-Woods, sur l'organisation monétaire internationale.

L. C.-S.

▼ *Benazir Bhutto.*



JAPON

le temps des réformes et du mouvement

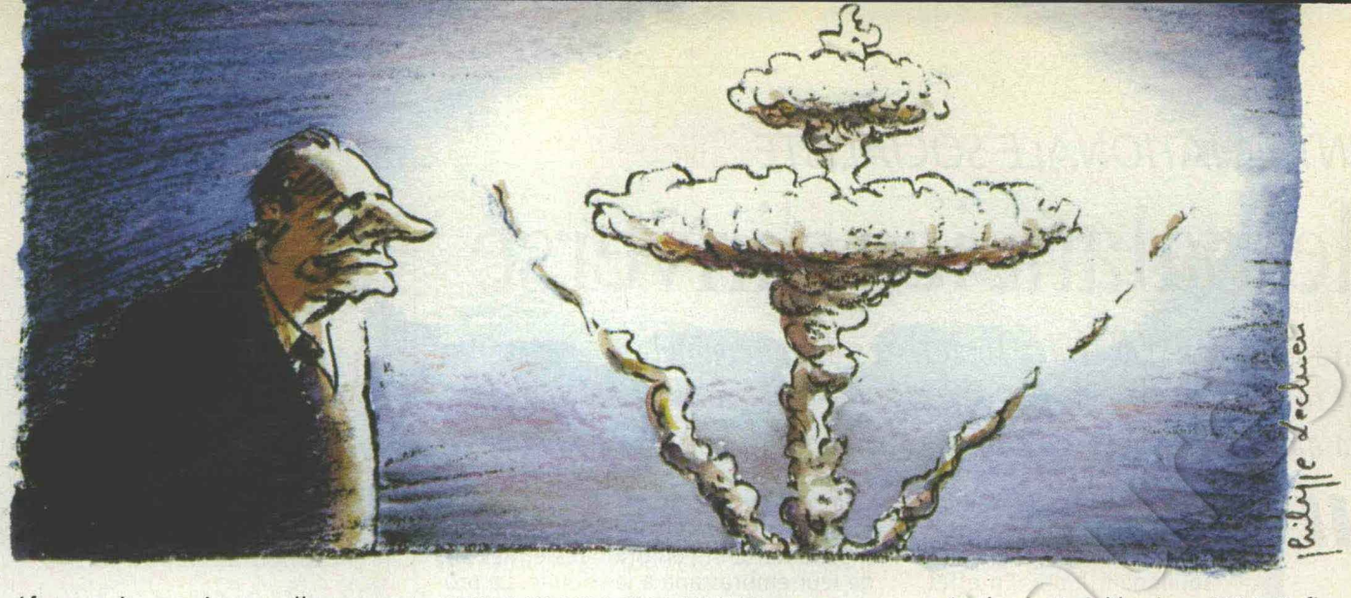
On a beaucoup dit qu'avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme, le socialisme allait être partout balayé. Mais, avec un peu de recul, et en oubliant le cas particulier de la France, que constate-t-on ?

Les forces les plus conservatrices ont perdu les élections aux Etats-Unis, au Japon, en Espagne, en Norvège, en Grèce, au Danemark et au Pakistan et elles sont en situation très difficile au Canada, où le scrutin va se dérouler prochainement. Le Japon n'échappe pas à la règle.

En effet, dans ce pays, qui est désormais la deuxième puissance économique du monde, les conservateurs (officiellement appelés libéraux-démocrates) ont perdu le pouvoir pour la première fois depuis 1948 ! A leur place, c'est une coalition de tous les partis d'opposition, sauf les communistes, toujours plus isolés, qui a pris les rênes du pays sur la base d'une plate-forme de réformes : réformes politiques, réformes économiques et sociales et, enfin, réflexion réelle sur les responsabilités du Japon pendant la dernière guerre.

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

C'est la réforme politique qui tient, pour le moment, le devant de la scène. Grâce à leurs promesses de nettoyer les écuries d'Augias de la corruption et à leurs propositions concrètes tendant à changer le mode de scrutin et les pratiques politiques —l'ancienne opposition a pu gagner les élections. Les socialistes, les démocrates-sociaux et un troisième petit parti socialiste se sont alors mis d'accord, avec les autres formations de centre et de centre-droit, pour former un gouvernement de coalition dont les socialistes constituent le principal soutien parlementaire. C'est d'ailleurs à leur ancien dirigeant qu'est revenue la charge, en tant que ministre du nouveau gouvernement, de mettre en place cette nouvelle réforme. Elle porte sur un changement complet du mode de scrutin (qui allierait des circonscriptions à un siège avec des listes nationales proportionnelles) et une réforme draconienne du financement des partis afin de mettre fin à la collusion entre le patronat et la classe politique.



Les réformes économiques, elles, portent d'abord sur un plan de relance par les grands travaux, une réforme des circuits de distribution et une déréglementation allant dans le sens des intérêts des consommateurs, jusqu'ici les grands oubliés de la politique japonaise. Suivront des mesures de relance de la consommation par une diminution, sous une forme ou une autre, des impôts. Mais, à plus long terme, c'est à un changement du rapport de force en faveur de la population que l'on doit assister. Il s'agit de mettre fin au triangle infernal de la collusion entre les bureaucrates, les politiciens et le patronat dans lequel les intérêts des gens ordinaires n'entraient que fort peu, voire pas du tout. Désormais, les tensions sociales, la longueur de la durée du travail, le niveau de vie et les prix à la consommation devraient être davantage à l'ordre du jour.

UN DEMENTI CINGLANT

Enfin, en politique étrangère, le gouvernement s'est clairement prononcé pour un changement d'attitude du Japon à l'égard de ses voisins asiatiques, grâce à une position enfin claire quant aux responsabilités japonaises pendant l'occupation de la Corée et de la Chine, puis pendant la Seconde Guerre mondiale. Cela devrait mener, petit à petit, à une meilleure insertion du Japon dans la communauté asiatique, mais aussi dans la communauté internationale, dans la mesure où Tokyo cherche aussi à mettre plus de bonne foi dans ses démêlés commerciaux avec les autres puissances industrialisées, que ce soit l'Europe ou l'Amérique du Nord.
Que les socialistes japonais, longtemps considérés comme très dogmatiques, soient aujourd'hui à la pointe du combat pour les réformes démocratiques au Japon, pays dont l'immobilisme politique était devenu légendaire, est un démenti cinglant à tous ceux qui, il y a quelques mois encore, prônaient la mort du socialisme démocratique.
Signe des temps, les sociaux-démocrates japonais proposent la tenue du prochain conseil de l'I.S. à Tokyo

Axel Queval

ESSAIS NUCLEAIRES

un choix de longue portée

Faut-il reprendre les essais nucléaires ? Au-delà de la polémique, deux attitudes qui engagent l'avenir.

Notre planète se trouve aujourd'hui face à un danger majeur de prolifération d'armes nucléaires et de missiles balistiques de longue portée. Que ces armes soient obtenues par le fruit de recherches ou reconstituées à partir de trafics divers : cette constatation est le fait majeur de la période qui s'ouvre.
Deux attitudes politiques, je dirais presque psychologiques, existent. La première consiste à considérer la course aux armements comme fatale et inéluctable. A grand renfort de discours nationalistes, on tentera de prouver à l'opinion qu'il faut reprendre unilatéralement les essais nucléaires. On feindra d'ignorer que la Russie a stoppé son escalade aux défenses antimissiles. On créera un alibi à une dizaine de pays nouveaux qui n'attendent qu'une occasion pour entrer dans le club nucléaire. Celui-ci, de cinq membres, passerait à près de vingt, à l'horizon 2010. Enfin et surtout, par la mise au point d'armes nouvelles, on changerait sans le dire notre concept de dissuasion au profit de celui de guerre nucléaire tactique : vieille tentation !
L'autre attitude consiste à avoir une approche positive de l'histoire. Pour la première fois, l'humanité entre dans un processus de diminution des armements conventionnels et nucléaires. Poussons l'avantage. En 1995, une négociation planétaire va être lancée pour aboutir à un traité de non-prolifération. Si cette négociation échoue, il sera toujours temps de reprendre les essais, mais faisons tout pour qu'elle réussisse.
Relancer aujourd'hui la course aux armes de destruction massive n'est pas le meilleur moyen d'aboutir à ce succès. L'image internationale de la France en serait en outre largement détériorée.
Enfin, comment ne pas voir que nos priorités d'équipement militaire doivent changer au profit de forces de projection de maintien de la paix et au profit de la construction d'une véritable défense européenne ? Les armes nucléaires ne résoudront jamais le conflit en Yougoslavie, comme elles n'ont pas résolu les guerres du Golfe, du Cambodge et d'Angola.
Le monde a changé, des dogmes ont vieilli. Les intellectuels orphelins de la guerre froide doivent se faire une raison. Les naïfs ne sont pas ceux que l'on pense.

Jean-Michel Boucheron

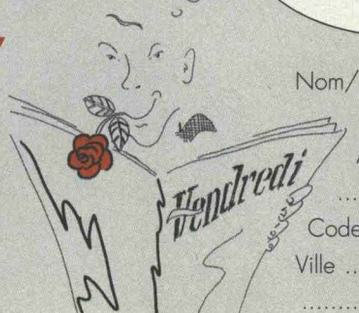
"Vendredi"
1 an : **270 F**
DOM-TOM / CE : **400 F**
Autres pays : **600 F**

"Vendredi" + "Vendredi-Idées"
1 an : **350 F**
DOM-TOM / CE : **500 F**
Autres pays : **700 F**

"Vendredi-Idées"
1 an : **120 F**
DOM-TOM / CE : **200 F**
Autres pays : **300 F**

A renvoyer à "Vendredi", service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07. Chèque à l'ordre "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande-adresse.

Oui, "Vendredi" j'y tiens !



Nom/prénom .....
.....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....
.....

ANGOLA

le massacre au quotidien

1.000 morts par jour. Sur fond d'hécatombe des populations civiles, un conflit qui ruine l'un des Etats potentiellement les plus riches d'Afrique.

Condamné le 15 septembre par la résolution 864 du Conseil de sécurité de l'ONU à un embargo -plutôt symbolique- sur les armes et le pétrole, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), de Jonas Savimbi, isolé diplomatiquement, veut donner l'impression de ne pas rejeter la perspective de négociations avec les autorités angolaises.
L'échec des pourparlers d'Addis-Abeba et d'Abidjan, en février et mai derniers, avait confirmé la volonté de l'UNITA de s'imposer militairement après avoir refusé d'accepter sa défaite électorale de septembre 1992. Ayant démobilisé l'essentiel de son armée, conformément aux accords de paix de Lisbonne du 31 mai 1991, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), vainqueur d'élections jugées correctes par la communauté internationale, a subi de graves revers pendant les huit premiers mois de cette année. Il ne contrôle plus qu'un tiers du territoire (la bande côtière de Luanda à Namibe) et a cédé le site pétrolier de Soyo.
Les combats, les plus violents qu'ait connu l'Angola, ont fait 50.000 morts en un an, dont 15.000 à 20.000 pour le seul siège de Cuito, qui dure depuis huit mois. Les populations civiles sont les premières victimes d'exactions perpétrées par l'UNITA mais aussi par l'armée régulière.
L'actuel représentant spécial de l'ONU, Alioune Blondin Beye, ancien ministre malien des Affaires étrangères, en poste à Luanda depuis le 30 juin 1993, ne désespère pas de faire se rencontrer en Afrique, sous l'égide de la troïka Etats-Unis, Russie, Portugal (garants des accords de paix de Lisbonne), le président angolais José Eduardo Dos Santos et Jonas Savimbi, retranché à Huambo, dans le centre du pays. Il déploie depuis août une activité diplomatique intense du Gabon et de la Zambie au Maroc, en passant par le Zaïre et la Côte-d'Ivoire, dont on connaît les sympathies pour Jonas Savimbi.
De fait, les dernières propositions de l'UNITA ressortent du faux semblant. L'UNITA accepte les accords de Lisbonne tout en exigeant leur réactualisation. De même, elle reconnaît les résultats des élections de 1992 mais maintient qu'elles ont été frauduleuses et exige que sa représentation dans les institutions du pays (assemblée et gouvernement) reflète ses positions sur le terrain. Enfin, l'UNITA reste muette sur le retrait de ses troupes, en dépit des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU.
Autant dire que ces positions restent irrecevables pour le président Dos Santos, à la tête d'un des Etats potentiellement les plus riches d'Afrique, mais au bord de la faillite, qui utilise l'essentiel de ses 12 milliards de F annuels de ressources pétrolières pour financier l'effort de guerre. L'UNITA, qui contrôle la zone diamantifère et bénéficie de la complicité du Zaïre pour ses approvisionnements en armes, peut encore mener une guerre d'usure en dépit de récents regains de l'armée régulière sur le terrain. La poursuite de ce conflit, épouvantable pour le peuple angolais (1.000 morts chaque jour), qui a besoin d'une assistance humanitaire extérieure massive, peut susciter de nouvelles divisions, qui éloigneraient plus encore l'espoir de peu probables pourparlers.

Guy Labertit



BREF... EN BREF... EN

■ Le traité de Maastricht est enfin ratifié par les Douze, avec le feu vert donné par la Cour constitutionnelle allemande, le déclarant "compatible avec le principe de démocratie" inscrit dans la Constitution. L'Allemagne était le dernier pays à ne pas avoir déposé ses instruments de ratification. "Le fait que Maastricht soit mis en œuvre va donner un élan", a commenté Jacques Delors, c'est un facteur d'optimisme.

■ Somalie : retrait américain dans six mois. Engagée dans l'euphorie en décembre 1992, l'opération "Restore Hope" a tourné à l'affrontement entre l'ONU et le général Aïdid, l'un des chefs de clan somaliens, faisant de nombreux morts dans la population et parmi les soldats onusiens, notamment pakistanais et américains. L'opinion et les députés américains, choqués et toujours hantés par l'enlisement vietnamien, ont obtenu du président Clinton une redéfinition de la mission des soldats américains : négocier et assurer un règlement politique avant leur retrait définitif, en mars 1994. Au grand dam de Boutros Boutros-Ghali, qui poursuit toujours l'objectif d'arrêter Aïdid, en fuite, conformément à la résolution du Conseil de sécurité. Si les événements ont pu prendre la tournure d'un conflit personnel entre le secrétaire général de l'ONU et le général Aïdid, il semble qu'en dehors de Mogadiscio, "Restore Hope" ait mis un terme à la famine là où elle sévissait. Pour autant, il faudra tirer rapidement les leçons d'une intervention, dont le dérapage semble pour l'instant avoir créé plus de difficultés qu'il n'en a surmonté.

■ Malgré la mobilisation et les tentatives de sabotage (assassinat de deux Israéliens à Jericho, le 9 octobre) des opposants à l'accord de paix israélo-palestinien, qui est entré en vigueur le 13 octobre, la délégation israélienne au comité de liaison, conduite par Shimon Peres, a rencontré la délégation palestinienne conduite par Nabil Chaath, le 13 octobre, au Caire. Un calendrier des sessions du comité, qui doit achever ses travaux le 13 décembre, a été mis en place. Objectif : réaliser un accord sur le retrait des forces israéliennes de Gaza et Jericho et sur le transfert des pouvoirs à l'autorité palestinienne. Le même jour, les quatre commissions chargées de préparer concrètement ces accords se sont réunies à Taba (Egypte).

■ L'éditeur norvégien des "Versets sataniques", de Salman Rushdie, Aschehoug Forlag, a été grièvement blessé par balle le 11 octobre, à Oslo. Il est la troisième victime d'un attentat depuis le décret de l'ayatollah Khomeiny condamnant Salman Rushdie à mort, en 1989. Le 12 juillet 1991, le traducteur japonais des versets, Hitoshi Igarashi, avait été tué à coups de couteau à Tokyo, quelques jours après que le traducteur italien Ettore Capriolo, eut été grièvement blessé à Milan.

■ François Mitterrand recevra Yasser Arafat à Paris, le 23 octobre, avant de s'entretenir, le 28, avec Hosni Moubarak, dont ce sera l'un des premiers voyages officiels de son troisième mandat.

GATT ET CULTURE

L'identité européenne en danger

La bataille pour "l'exception culturelle" aux accords du GATT sera rude. Aux menaces que font peser sur les ondes et les écrans du vieux continent les intérêts mercantiles hollywoodiens, les Français disent non. C'est la survie de nos cultures qui est en jeu. Le conseil des ministres européen doit en rediscuter le 29 octobre.

Soucieux de défendre notre rayonnement et celui de l'Europe, le PS a organisé, cet été, à Avignon, une réunion des responsables culturels socialistes d'Europe. Il était également présent aux assises des auteurs, lors du Festival de Venise, pour défendre leurs droits. Et le bureau exécutif s'est, lui aussi, prononcé, le 15 septembre, pour l'exception culturelle.

QU'EST-CE QUE "L'EXCEPTION CULTURELLE" ?

Les Américains veulent inclure l'audiovisuel dans les accords du GATT, qui vont organiser le libre-échange à l'échelle de la planète. Devant cette menace, la France se bat pour qu'une "exception culturelle" soit inscrite dans ces accords, comme pour ce qui a trait à la protection de la morale, de la santé et de la vie humaine. Seule cette exception permettrait de sauvegarder les protections que nous avons mises en place, telle que la directive "télévision sans frontières" qui a institué des quotas de diffusion. Grâce à elle, chaque pays européen doit diffuser un minimum de 50% d'œuvres européennes.

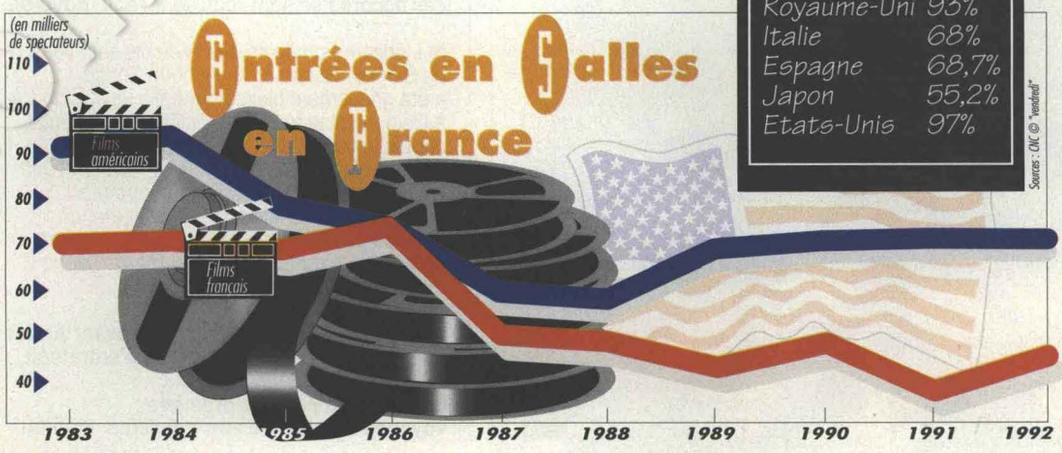
Cette "exception culturelle" au libre-échangisme, qu'ils refusent à l'Europe, les Américains l'ont pourtant admise dans le cadre de leur propre marché commun Canada-USA-Mexique. Mais, avant le GATT, c'est en Europe même que la France doit se battre, car si, en décembre 1992, la Commission européenne a adopté notre position, elle a, depuis, fait machine arrière, ne parlant plus que de "spécificité culturelle", ce qui ouvre la porte à toutes les concessions.

QUEL EST LE DANGER ?

Si les trois quarts des voitures roulant en Europe étaient américaines, on crierait à l'impérialisme. Pour le cinéma, on est déjà dans cette situation. Dans près de huit salles sur dix, les films projetés sont américains. C'est qu'en plus de leurs 1,3 milliard d'entrées chez eux, les USA veulent rafler la totalité des 500 millions d'entrées en Europe.

En France, si le cinéma américain garde 85 millions d'entrées, le cinéma français, avec 35 millions, a perdu 70% de ses spectateurs en dix ans et, en 1993, les films américains font 60% des entrées. A l'inverse, les films français font à peine 1% des entrées aux Etats-Unis. L'Europe est, pour les Américains, le moyen de maintenir leur industrie audiovisuelle. En sacrifiant la nôtre, sans hésitation. Les revenus qu'ils en tirent, en Europe, atteignent 3,6 milliards de dollars. Tandis que les Européens ne vendent que 228 millions de dollars aux Etats-Unis.





TOUTE LA CULTURE MISE EN PERIL

Les droits des auteurs européens, et leur liberté d'expression, seraient mis en cause par une concurrence massive venue d'outre-Atlantique. D'autant qu'avec le "copyright" américain, c'est le producteur qui est propriétaire des droits d'auteur. En outre, la loi sur le prix unique du livre a sauvé l'essentiel du réseau des librairies françaises, l'un des plus riches d'Europe. Le GATT pourrait faire sauter cette loi et provoquer le démantèlement de ce réseau. Enfin, la loi française présente des conditions restrictives à la sortie des éléments du patrimoine hors du territoire. Avec le libre-échange, cette protection de notre patrimoine culturel serait menacée.

LE CINEMA EUROPEEN MENACE DE MORT

Grâce au plan Lang, au système d'avance sur recettes et d'aides aux salles, le cinéma français a, jusqu'à présent, mieux résisté que les autres. Il a produit 155 films en 1992, le double de l'Espagne et de l'Allemagne, le triple du Royaume-Uni. Avec l'abandon de l'exception culturelle, le cinéma et la télévision européens disparaîtraient à coup sûr. Ce serait la mort des industries techniques du cinéma qui, en France, emploient 70.000 personnes. Et nous devons méditer sur le cas du Brésil, qui n'a produit qu'un seul film l'année dernière ! Quant à l'irruption du groupe Ted Turner dans le ciel européen, n'est-il pas avant-coureur d'un déferlement d'images porteuses d'un mode de vie et d'un modèle de société ? Allons-nous devenir Coca-Cola et Mac Donald's ?

Dans une vibrante allocution, à Gdansk, François Mitterrand a mis en garde les Européens : "Ce qui est en jeu, c'est l'identité culturelle de nos nations, c'est le droit pour chaque peuple à sa propre culture, c'est la liberté de créer et de choisir nos images."

C.P.

A L'AFFICHE

Woody Allen

Le revoilà, tel qu'en lui-même. Woody Allen, le grand, le seul comique vivant réellement drôle. Avec ses mimiques, son humour, ses hantises, ses gestes empêtrés, il restera un personnage burlesque aussi unique en son genre que le furent Buster Keaton, Charlie Chaplin ou les Marx brothers.
Fidèle à ses amours. New York, superbement vu d'avion, jazz, notamment Errol Garner, et cinéma, avec cette scène finale où il introduit le film dans le film, l'anthologie dans l'anthologie !
Woody Allen résout les difficultés liées à l'écriture et à la mise en scène au stade du tournage. Utilisant largement l'improvisation, la prise sur le vif, sans répétitions, caméra à l'épaule, en mouvements assez rapides, comme pour suivre conversations et événements, ses moyens sont simples et, donc, pas chers.
Au service d'un scénario très enlevé, mélange explosif de comique et de policier, avec suspense et nombreux retournements de situation.



Woody-Buster et Diane, les deux Keaton ! Leur totale complicité dans le comique les met réciproquement en valeur. Et le couple, une fois n'est pas coutume, ne se sépare pas. Paradoxe, Woody Allen tourne toujours le même film, mais son dernier film est toujours un grand cru !

LIVRES

● Marguerite Duras : ***"Ecrire"***.
Le ton est aussi péremptoire que jamais. Les aphorismes cinglent comme des injonctions. Lire Duras est un corps-à-corps, un bras-de-fer intellectuel. A chaque ligne, elle joue à seule contre tous. "Ecrire" est le récit de ce qui a été pour l'écrivain Duras par Marguerite Duras elle-même. La solitude vécue. La folie qui rôde.
GALLIMARD, 162 P., 78 F.

● Anne Wiazemsky : ***"Canines"***.
"Marimé", le précédent roman de la petite-fille de François Mauriac, avait séduit par son ton -juste assez de distance pour que le lecteur puisse faire le reste du chemin- et son pouvoir de suggestion.
Celui-ci (le quatrième), plus tendu -avec comme une douleur récente, mais apaisée- mêle et démêle sensibilité et passion, fiction et réalité. Comme pour des amis proches.
GALLIMARD, 308 P., 110 F.

● Yves Michel Ergal : ***"L'Offrande musicale"***.
Construction simple et belle autour du personnage d'Ingrid Weber (déjà rencontrée dans un précédent roman). Pianiste de concert, Ingrid est la spécialiste, mieux, la dépositaire des "Variations Goldberg", de Bach. La voici, au cours d'un récital, remémorant sa vie et la racontant, chaque étape étant à l'unisson de l'une des trente variations : passions et passion, lucidité et emballements.
CALMANN-LEVY, 255 P., 98 F.



Marguerite Duras.

Page établie par Jacques Garat avec Vanda Gervasio (poches) Claude Polak (cinéma) et Frédéric Taddéi (jazz).

POCHES

● Epuisé depuis dix ans, revoici le réquisitoire à l'encontre de De Gaulle proféré par celui qui, aujourd'hui, assume les mêmes fonctions. Les armes qui ont servi une fois peuvent être fourbies à nouveau par ceux qui "ont de leur côté la liberté et la justice. S'ils l'osent, ils auront l'espérance."
FRANÇOIS MITTERRAND, ***"Le Coup d'Etat permanent"***, 10/18, 320 p.

● On prend les mêmes et on les compare. Le pic et le fleuve, le lion et le sphinx, la France républicaine et la République française, les deux chefs d'Etat qui marqueront la France de ce siècle, incomparables, sinon l'un à l'autre. Etrangement, les protagonistes en sortent grandis. Tous les deux.
ALAIN DUHAMEL, ***"De Gaulle, Mitterrand, la marque et la trace"***, LE LIVRE DE POCHE / BIBLIO ESSAIS, 220 P.

● L'amant, c'était l'autre, celui du livre qu'on lit. Ce livre est celui de l'amant que l'on voit, que l'on touche, que l'on respire, dont on entend jusqu'aux silences.
Un supplément d'âme à dévorer.
MARGUERITE DURAS, "L'AMANT DE LA CHINE DU NORD", FOLIO, 242 P.

CLASSIQUE

● Enfants, ils habitaient le même immeuble, à Modène, et jouaient ensemble dans la rue. Les voici, à 58 ans, à nouveau réunis.



▲ *Luciano Pavarotti, Mirella Freni et James Levine.*

Pour un Puccini des plus passionnés : "Manon Lescaut". A la scène, leur couple serait rien moins qu'improbable. Au disque, il faut leur rendre les armes : la fraîcheur et la spontanéité envolées sont remplacées -et au-delà- chez elle par une délicatesse, chez lui par une vaillance, uniques. Direction passionnée de James Levine.
DECCA, 440200, 2 H 08', ENV. 250 F.

● Chostakovitch portait une immense admiration à Moussorgski. Et c'est le mérite de ce bel enregistrement que de montrer la filiation du second au premier. Il réunit les "Chants et danses de la mort", recueil de mélodies de Moussorgski orchestrées par Chostakovitch et, de ce dernier, la symphonie n° 14, elle-même conçue comme un cycle mélodique. Dans l'inspiration, même interrogation, même angoisse. Superbe interprétation de l'Orchestre symphonique de Göteborg, dir. Neeme Jarvi et de Brigitte Fasbaender.
DEUTSCHE GRAMOPHON, 437785, 72' 45", 125 F.

JAZZ

Du 13 au 28 octobre, il vous faudra choisir : Nancy ou Paris. Vingt ans pour le premier, quatorze ans pour l'autre... Voilà deux festivals de jazz qui se portent plutôt bien.
Et qui démarrent le 13 octobre chacun avec deux sacrés ténors au sens propre comme au sens figuré : Joe Lovano à l'auditorium des Halles, à Paris, et Sonny Rollins à Nancy.
Outre ce départ en fanfare, la programmation parisienne se pare des plus beaux atouts avec le tentet du guitariste Marc Ducret qui revisite le répertoire rock des années 60, les saxophones de Steve Coleman, Steve Grossman et Bill Evans, les pianos d'Alain Jean-Marie et Michel Petrucciani, l'ONJ et la merveilleuse Betty Carter.



◀ *Betty Carter.*

Tandis qu'à Nancy on se délectera du quartet cubain de Gonzalo Rubalcaba, du premier concert de Jean-Luc Ponty en France depuis bien longtemps, du Ornette Coleman quartet et des frappadingues sympathiques de Sixun. Choix difficile.
Festival Jazz de Paris, 13 octobre au 31 octobre, ☎ 40.56.07.09.
Nancy Jazz Pulsations, 13 octobre au 24 octobre, ☎ 83.37.83.79.

Votre courrier

L'AVENIR

Les militants socialistes d'Argenteuil viennent de diffuser dans les gares le tract "Reconquête" contre le plan Balladur, véritable attaque contre la protection sociale. L'écho rencontré dans le public montre que le PS doit continuer dans cette voie. C'est pourquoi les militants socialistes qui préparent les votes sur les textes du congrès sont résolument tournés vers l'avenir.
L'expérience aidant, s'il est un conseil que l'on doit donner à tous nos "ex", qui vont participer au congrès du Bourget, c'est d'apporter leur pierre à la reconstruction du Parti socialiste et de s'abstenir de tout commentaire désobligeant contre les sections du PS (cf l'interview de Martine Aubry dans le "Nouvel Observateur" du 30 septembre 1993).
De grâce, que tel ou tel dirigeant socialiste garde ses phrases assassines pour la droite, ses gesticulations ou arrière-pensées pour Balladur, et qu'il nous épargne un Rennes bis sur le petit écran... Que vive l'esprit des Etats généraux !

JEAN-PIERRE LESCOP
(95) Argenteuil.

UNE ETHIQUE

Divers facteurs en sont les causes... mais la cause essentielle, fondamentale, celle dont on parle peu, ou pas, et qui génère, entretient et accroît dangereusement le chômage, les exclusions, la pauvreté et d'innombrables drames humains et sociaux, c'est bien d'abord, essentiellement et fondamentalement, le fonctionnement, mal contrôlé et de plus en plus sauvage, du système économique et financier international dominant, dont l'objectif premier, majeur et quasi unique, est le profit (la rentabilité du capital).
Système qui produit progressivement une société à deux vitesses, riches-pauvres, et à trois classes, les possédants (détenteurs des capitaux), les rentables (travailleurs, dépendants des premiers) et les non-rentables (chômeurs, exclus, pauvres).
Face à cette situation, existe-t-il d'autre vraie solution efficace, pour y remédier, que d'exiger et d'obtenir une éthique économique et financière sociale et humaine internationale, établie, imposée et contrôlée par un organisme international indépendant et fort ?
Une éthique économique et financière pour les vrais besoins et le bien de l'homme, de tout l'homme et de tous les hommes.
Une éthique établie et imposée par des taxations, impositions, règlementations et législations appropriées, rétablissant, entre autres, l'échelle des valeurs humaines et sociales des produits et services. Echelle allant du vital au néfaste, en passant par le secondaire, l'accessoire, le superflu, etc., et rétablissant la priorité de l'alimentaire, des soins de santé, de l'habitat populaire, etc.

FERNAND BRUGEL
(95) Sannois.

DROGUE

Il serait temps d'ouvrir le débat sur la drogue, de dépasser les idées préconçues et d'approfondir les différences entre les produits, y compris avec les médicaments.
La plupart des partis de gauche d'Europe se sont positionnés, en particulier les Pays-Bas et l'Italie. De plus, les villes les plus en avance en ce qui concerne le traitement des toxicomanes, comme Barcelone ou Liverpool, sont encore dites de gauche.
Au PS, il n'y a que Michel Rocard qui, du bout des lèvres, à la fin des Etats généraux, a levé le tabou en citant la dépénalisation du hasch.
Il faut en discuter rapidement, définir enfin une réelle position politique sur ce sujet, dépassant la prohibition bête et violente. En outre, la dépénalisation ne semble pas tenable à moins de considérer que le traffic joue le rôle de régulateur social. En revanche, l'étatisation supprime l'argent sale et permet une rentrée financière suffisante pour pouvoir informer et prévenir des dangers de la drogue. "Légaliser l'usage pour mieux contrôler l'abus", tel peut être notre slogan.

JACQUES CHEMIN
(69) Lyon.

"VENDREDI"

J'ai immédiatement fait le tour des copains de la section, nous avons décidé d'organiser une collecte de soutien à "Vendredi" et chacun a tenu à apporter sa contribution quelques fois modeste, mais réelle et sincère.
Car si nous avons estimé que "Vendredi" est un dû à tout militant à jour de cotisation, il n'en demeure pas moins que nous devons à "Vendredi" solidarité et soutien. Peut-être le congrès permettra-t-il de dégager des solutions. En attendant, je te prie de trouver ci-joint le montant de notre collecte.
La section de Mirepeisset lance un appel à tous les secrétaires, les militants, les sympathisants, afin que notre initiative soit suivie par beaucoup d'autres afin que reste vivant notre journal. Les petits ruisseaux ne font-ils pas les grandes rivières ?

ANDRE PAGAN
(11) Mirepeisset.

INNOVONS

Dans l'avant-dernier numéro, vous parlez de réduction d'effectifs à "Vendredi", en page 2. Quelques pages plus loin vous (r)ouvrez le débat sur la réduction du temps de travail.
J'aurais aimé croire qu'avant même de penser à vous "séparer de vos aînés" (comme ces choses-là sont bien dites !) vous eussiez osé être plus créatifs. Un vrai débat, au sein de "Vendredi", sur la réduction négociée du temps de travail (et, donc, le partage du travail, car c'est bien de cela qu'il s'agit), et pourquoi pas avec réduction (négociée, bien sûr) des salaires, serait-il tabou ? J'ai en mémoire l'initiative d'un Bordelais, patron et socialiste, moins timoré.

EVE BESNIER
(44) Nantes.

FORMATION

Le Centre Condorcet organise trois formations en direction des élus.

- **L'ECOLE DANS LA VILLE,** *le 5 novembre*
- **CREER OU TRANSFORMER UNE STRUCTURE INTERCOMMUNALE,** *le 6 novembre*
- **LES RELATIONS AVEC LA PRESSE,** *le 19 novembre*

Centre Condorcet
15 rue du Louvre
75001 Paris
☎ *(1) 40 41 08 48*

Le n° 4 de
vendredi idées
paraîtra le mois prochain. Economies obligent, notre diffusion ne sera plus aussi large. Vous souhaitez continuer à le recevoir ? Alors dites-le nous vite ou, mieux encore,*
ABONNEZ-VOUS.
** N'oubliez pas de joindre votre bande adresse.*

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ;
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56... (précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56),
Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Lebrun (coux) ; Peterson / Gamma (p. 11) ; J. Foley / Gallimard (p. 13) ; Decca / J. Steere (p. 13) ; D.R. (p. 13) ; autres PL.

Ce numéro a été tiré à 147.000 ex.

ELISABETH ROUDINESCO

Quelles furent les découvertes de Lacan ? Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Dans sa monumentale biographie (I), l'historienne Elisabeth Roudinesco raconte la vie et l'œuvre du plus fascinant, mais du plus contesté, des psychanalystes français.

Qu'est-ce que la psychanalyse ? Une science humaine ou une méthode thérapeutique ?
C'est la pratique de la cure par la parole. Le mot "psycho-analyse" fut employé pour la première fois par Freud, en 1896, comme fondement de la cure par la méthode des associations libres. Freud invente un système nouveau, dans lequel le sujet sait qu'il a un inconscient qui s'exprime à son insu. En ce sens, la psychanalyse est une méthode thérapeutique. C'est également une science humaine, puisque le savoir psychanalytique peut s'enseigner indépendamment de la pratique. Mais la particularité, c'est que, pour pratiquer, il faut avoir fait soi-même une analyse. C'est un passage obligé.

Quelle était la situation en France, avant Lacan ?
Les pionniers de l'introduction du freudisme en France n'ont pas laissé d'œuvre importante. Ce qui explique pourquoi Lacan a pu s'imposer à partir des années 30. Les deux modes de d'introduction du savoir freudien sont la voie médicale, celle des psychiatres, et la voie des intellectuels, notamment des surréalistes (André Breton), des philosophes (Politzer), et des écrivains de la "Nouvelle Revue française". Lacan va faire la synthèse de tous ces courants.
Psychiatre classique, il commence son itinéraire, comme tout pionnier, par la description d'un cas, le cas Aimée. Il avance l'idée que la folie est d'origine psychogénétique et non pas constitutive. C'est grâce à son esprit de synthèse qu'il occupera cette place de maître à penser pendant cinquante ans.

Quels sont ses principaux apports ?
L'essentiel est qu'il a fait une lecture de Freud détachée du biologisme du XIXe siècle. Il a travaillé ses concepts en s'appuyant sur toutes les sciences de son époque. Il a relu Freud à la lumière de la philosophie, de la linguistique et de l'anthropologie. Il a démarré par la clinique des psychoses (c'est-à-dire de la folie), alors que Freud était neurologue et parlait des névroses (troubles psychiques tels qu'obsessions, phobies ou angoisses). Lacan a montré comment Freud, le premier, a parlé d'un inconscient qui n'est plus le dessous de la conscience (subconscient), mais tout à fait séparé. Il a repensé l'inconscient en termes de langage, alors que Freud en faisait une instance pulsionnelle, et a établi une théorie du désir.

Et la formation des analystes ?
Il a aussi transformé leur pratique et leur formation. Avant lui, la règle, c'était la durée fixe, chronométrée, de la séance.



Il faut se garder de l'illusion qu'il y aurait, dans tel camp, les bons psychanalystes, et dans tel camp, les mauvais.

Dans les années 60, cela n'allait plus. Il a donc voulu ponctuer les séances par des interprétations vraies. Quand il a été rejeté de l'Internationale freudienne, en 1963, il a fondé sa propre école, l'Ecole freudienne de Paris (1964), et a mis au point des procédures nouvelles de formation des analystes, destinées à éviter le fonctionnariat et la bureaucratie. Il a mis en cause la notion même de normalité dans ce domaine, en montrant que l'accès à la psychanalyse didactique devait être réglé par le désir et l'initiation et non pas par des cursus et des plans de carrière. Il a ravivé l'idée de la vocation.
A la fin de sa vie, il ne pouvait pas limiter le nombre de ses élèves en formation. Il acceptait en analyse tous ceux qui venaient à lui, au point de raccourcir de plus en plus le temps des séances.

Le style de Lacan est obscur et difficile à comprendre...
Certes, sa langue, baroque mais très française, est difficile. Mais, surtout, elle a été recouverte d'un jargon abominable par les commentateurs qui ont contribué à la rendre obscure. A la fin de sa vie, il cherche la formule mathématique de l'inconscient. Ce geste de recherche de l'absolu est grand, mais je pense qu'il s'agit une impasse.
Il y a une très grande différence entre Freud et Lacan. Freud était un écrivain du XIXe siècle, il écrivait de façon limpide. A sa mort, son œuvre était terminée. Lacan produit essentiellement une œuvre orale, avec des difficultés pour écrire. Un style très mallarméen.
Mais, attention, si Freud se lit plus facilement en apparence, sa théorie n'est pas simple. L'illusion d'une transparence est trompeuse.

Quelle est la situation actuelle ?
La situation est celle, classique, d'un héritage. Eclatement du lacanisme en plusieurs tendances, avec tendance fédérative. Heureusement, les imitateurs de Lacan, qui font des séances ultracourtes et qui défigurent sa pensée par leur jargon, sont minoritaires. Mais un phénomène très grave s'est développé en France chez les freudiens de toutes les écoles. C'est la sauvagerie de la "sur-interprétation". Elle s'est répandue dans la presse et à la télévision et consiste à utiliser la méthode psychanalytique pour interpréter l'inconscient de tout le monde et de n'importe qui et, notamment, celui des hommes politiques. Ainsi les psychanalystes donnent-ils d'eux-mêmes, aujourd'hui, une image désastreuse qui ressemble à la caricature qu'en faisaient les partisans de l'antipsychanalyse dans les années 20. Je regrette que ce soit sous un gouvernement de gauche que se soit répandu ce genre de stupidité.

Et l'avenir ?
Je pense qu'il y a, aujourd'hui, des bons et des mauvais psychanalystes dans toutes les sociétés. Il faut se garder de l'illusion qu'il y aurait, dans tel camp, les bons psychanalystes, et dans tel camp, les mauvais. A mon avis, les meilleurs sont probablement ceux qui écrivent le moins, qui font parler d'eux le moins, et qui sont ouverts à toutes les doctrines. Ceux-là, vraiment, je leur rends hommage.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) "Jacques Lacan, esquisse d'une vie, histoire d'un système de pensée". Fayard, 723 p., 180 F. 1993.

L'harmonie sur toute la gamme



Pour étancher votre soif, vous réchauffer, lutter contre les pollutions quotidiennes, pour vous permettre de vous déplacer, de vous abriter, de vous soigner et de regarder la télévision : nous exerçons différents métiers. Nous maîtrisons de nombreux instruments.
Eau, Energie, Propreté, Transport, Logement, Bureau, Santé, Communication : pour orchestrer la musique de votre vie quotidienne, nous travaillons en harmonie.

GROUPE GENERALE DES EAUX



Collection Jean-Jaurès